



CIRCONSCRIPTION



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Activation d'une ligne « **TELEPHONE GRAND DANGER** » au centre d'incendie et de secours de Wallis



**98 60**  
Appel gratuit

*Le 15 juin 2017*

#### Intitulé de l'action :

Mise en place d'un numéro d'appel dit "téléphone grand danger" consacré à l'accueil des citoyens en détresse physique ou psychologique et à la prise en charge des victimes de violences familiales ou conjugales par des personnels du centre de secours et d'incendie de Wallis.

#### Objectif de l'opération :

Assurer une prise en charge téléphonique des victimes de violences et/ou des témoins de ces violences ou de toute action de maltraitance, afin d'apporter une écoute bienveillante et rassurante, mais surtout active, en établissant un premier diagnostic de la situation de l'appelant pour l'orienter efficacement vers le service le plus à même de répondre à son urgence :

- service de secours ou hôpital en cas de blessures,
- gendarmerie en cas d'agression, de menaces ou de violences caractérisées,
- services sociaux (SITAS, assistante sociale, réseau associatif éventuel) pour une prise en charge circonstanciée de la victime sur le long terme.

### Description du dispositif :

Ajout d'une ligne spécifique dédiée au standard actuel du centre de secours, qui présente l'avantage d'être ouvert 24/24 et 7/7.

Un numéro vert d'appel gratuit a été défini avec le « 9860 ».

Il ne se substitue pas au « 18 » (numéro d'appel des sapeurs-pompiers), mais vient le compléter utilement.

### Contexte de réalisation du projet :

Ce projet, initié en 2016, mais dont la mise en œuvre opérationnelle effective auprès du public a dû être reportée à cette année pour des questions de formations complémentaires du corps des sapeurs-pompiers, s'appuie sur quatre jeunes volontaires du service civique (dont deux personnels féminins) au sein du centre d'incendie et de secours de Wallis.

Une formation spécifique consacrée à la prise en charge des victimes a ainsi été mise en œuvre en décembre 2016 par Mme PICOT, chargée de mission "Enfance-Famille" au SITAS dans le cadre du présent projet. Cette formation a été démultipliée en début d'année 2017 et étendue à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels du centre de secours de Wallis.

Cette opération a été retenue par le Comité territorial de sécurité et de prévention de la délinquance des îles Wallis et Futuna, réuni en mai 2016. Elle s'inscrit et est financée dans le cadre du **premier plan d'action du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) à Wallis et Futuna**, qui lui a attribué une subvention de 3.000 € (357.995 XPF) fin 2016.

Ces crédits ont été utilisés pour l'achat de deux téléphones fixes et pour payer l'abonnement annuel téléphonique correspondant. Ils ont également servi pour l'impression de supports de communication et la publication d'une page de publicité dans le prochain annuaire téléphonique de Wallis et Futuna (voir l'affiche en pièce-jointe).

Cette action a bien évidemment vocation à être pérennisée au cours des prochains plans d'action.

### Impacts complémentaires du projet :

Ce nouveau dispositif s'inscrit en prolongement de l'action d'une ancienne association locale de prise en charge des victimes. Le numéro d'appel « 36 80 » vient donc opportunément assurer une continuité dans la protection des victimes concernées par ce dispositif, en l'étendant à l'ensemble des jours de l'année, fêtes, jours fériés et nuits compris.

L'opération s'est en outre accompagnée d'une féminisation du personnel du centre de secours pour cette mission, avec l'engagement de deux jeunes volontaires de service civique féminins.

La recherche d'une meilleure inter-opérationnalité entre le centre de secours et l'hôpital de Sia dans le cadre des interventions des sapeurs-pompiers sur le terrain (avec notamment la signature en parallèle d'un protocole d'échange d'informations en cas d'alertes) constitue

également une approche constructive fondamentale pour garantir une meilleure prise en charge des appelants ou victimes potentiels.

Un important volet de partage et de retour d'expérience civique dans le cadre de forums ou d'actions de sensibilisation à destination des élèves et enseignants va être prochainement développé pour accompagner la mise en service de ce numéro d'appel.

Par ailleurs, une large campagne d'affichage et de diffusion du numéro vert d'appel est en cours.

Dans ce cadre, une collaboration active avec les autres acteurs de la société civile (associations, écoles, autres services d'urgence) sera nécessairement privilégiée.